

**Convention collective**

IDCC : 9381. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE,  
D'ARBORICULTURE, DE VITICULTURE, DE MARAÎCHAGE,  
CHAMPIGNONNIÈRES, SERVICES DE REMPLACEMENT  
DES AGRICULTEURS ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION  
DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(ISÈRE)**

**(1<sup>er</sup> juin 1971)**

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,  
*Journal officiel* du 21 mars 1972)

AVENANT N° 76 DU 9 FÉVRIER 2006 (1)

NOR : *AGRS0697136M*

IDCC : 9381

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Isère ;

La fédération départementale des services de remplacement des agriculteurs de l'Isère ;

La fédération départementale des CUMA de l'Isère,

D'une part, et

La fédération nationale de l'agriculture CGC ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CFDT ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CGT ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## **Article 1<sup>er</sup>**

L'intitulé de l'article 23.1 « Garantie de salaires » est remplacé par : « Garantie incapacité temporaire de travail ».

## **Article 2**

Le 2<sup>o</sup> « Droit ouverts » de l'article 23.1 « Garantie incapacité temporaire de travail » est modifié comme suit :

Deuxième alinéa : le membre de phrase « dès le onzième jour d'absence pour la maladie ou l'accident de la vie privée » est remplacé par « dès le quatrième jour d'absence pour la maladie ou l'accident de la vie privée ».

## **Article 3**

Le 3<sup>o</sup> « Financement » de l'article 23.1 est supprimé.

## **Article 4**

Il est créé un article 23.2 intitulé et rédigé comme suit :

### **Article 23.2**

#### *Garantie incapacité permanente de travail (invalidité)*

##### **1<sup>o</sup> Personnel concerné**

Tous les salariés des exploitations, entreprises et services compris dans le champ d'application de la convention collective, justifiant d'une ancienneté minimale de 8 mois au service de l'employeur, y compris les apprentis ou les titulaires de contrats de formation, d'adaptation ou de qualification effectués en alternance, sont concernés par la présente garantie à l'exception toutefois des salariés inscrits à la CPCEA ou dans une autre caisse de retraite et de prévoyance cadre.

##### **2<sup>o</sup> Droits ouverts**

Les mêmes salariés bénéficient, en cas d'attribution d'une pension d'invalidité des assurances sociales agricoles de catégorie 1, 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail, pour un taux d'incapacité au moins égal à 66,66 %, d'une pension mensuelle incapacité permanente Agri Prévoyance égale à 25 % du 1/12 des rémunérations perçues au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Cette prestation servie par Agri Prévoyance cesse d'être versée au plus tard à la date d'attribution d'une pension de vieillesse par un régime de sécurité sociale.

Les pensions d'invalidité en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné dans la mesure où elles ne le sont pas déjà par l'organisme antérieurement désigné.

Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

## Article 5

Il est créé un article 23.3 intitulé et rédigé comme suit :

### Article 23.3

#### *Désignation de l'organisme assureur et financement des garanties incapacité temporaire et permanente de travail*

##### 1° Organisme assureur

Agri Prévoyance, institution de prévoyance sise 21 rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont dont tenues d'adhérer à Agri Prévoyance.

##### 2° Financement

Les garanties incapacité sont financées par une cotisation globale de 1,98 % des rémunérations brutes des salariés non cadres justifiant de 8 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Le maintien de ce taux de cotisation est garanti jusqu'au 31 décembre 2010.

Cette cotisation est supportée à hauteur de 1,40 % par l'employeur et de 0,58 % par le salarié.

La part employeur comprend le financement des cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977, les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ainsi que la cotisation destinée à couvrir les charges patronales dues sur les indemnités journalières complémentaires.

##### 3° Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

##### 4. Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective, de remise en cause des dispositions du présent article ou de changement d'organisme assureur, les prestations en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

Dans cette hypothèse, il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur, la poursuite de la revalorisation des prestations au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

### **Article 6**

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1<sup>er</sup> avril 2006 et pour les seuls arrêts de travail survenus à compter de cette date.

### **Article 7**

Le présent avenant est remis à chacune des organisations syndicales et 5 ampliations signées sont déposées au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 9 février 2006.

(Suivent les signatures.)